

Bulletin de liaison pour la création d'un Mouvement pour l'unité des travailleurs de tout le pays

Juin 2010 – n°10– 0,5 - Edit. responsables : Serge Monsieur, Rik Steeland

POUR TOUT CONTACT : ☐ Serge Monsieur, Délégué CGSP-FGTB, Rue de la Glacière, 2, 1060 Bruxelles.

GSM : 0475 238 466 Mail : sergemonieur@hotmail.com

☐ Rik Steeland, Militant BBTK-ABVV, Kanaalstraat, 36, 8550 Zwevegem - 0477 25 80 34 of 056 75 51 26 ; Mail : rik.steeland@telenet.be

www.comiteunite-eenheidscomite.be

POUR UN FRONT DES TRAVAILLEURS, DU NORD AU SUD DU PAYS, EN DÉFENSE DE TOUTES LES CONQUÊTES SOCIALES

Pourquoi a-t-on provoqué des élections anticipées le 13 juin ? Pour accélérer la mise en œuvre des plans de destruction sociale exigés par l'Union européenne.

Le soir des élections du 13 juin, Bart De Wever, président de la N-VA, a tenu à s'afficher fêtant sa victoire devant le drapeau de l'Union européenne. Rien d'étonnant à cela. En 2007, Bart De Wever répondait à une question de l'hebdomadaire *Télemoustique* (5 septembre 2007) qui lui demandait : *“Vous souhaitez que la Belgique disparaisse ?”* Réponse de Bart De Wever : *«Pour moi, elle est devenue superflue dans notre contexte européen sans lequel je ne plaiderais pas pour l'autonomie de la Flandre. La Belgique va se dissoudre très lentement comme un médicament dans l'eau, parce que le temps des frontières est révolu et parce qu'elle est coincée entre le pouvoir des Régions appelées à l'autonomie et les compétences supranationales de l'Europe. Maintenant que l'euro a remplacé le franc belge, il n'y a plus de barrière à cette évolution naturelle.»*

A la même époque, *Le Soir* (14 août 2007), demandait à un chercheur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (Paris) : *“Pourquoi l'Union européenne ne réagit-elle pas à ces séparatismes ?”* Ce chercheur tirait le constat suivant : *“L'UE a une attitude assez ambiguë. Ce mouvement de sécession ethnique n'handicape pas vraiment une Europe libérale, qui n'est qu'un grand marché. Elle n'y voit pas d'obstacle majeur. Elle l'a même favorisé*



(...). *Au bout du compte, il en résulte un éclatement de la cohésion sociale et nationale.”* Depuis, il est apparu que l'Union européenne considère la Belgique comme une sorte de laboratoire.

Quel est, pour l'Union européenne, l'intérêt de cet éclatement ? Dès 2008, on trouvait la réponse à cette question dans une note déposée par Guy Verhofstadt (Open VLD) qui après un premier échec de Leterme était redevenu premier ministre pendant une courte période. Cette note recommandait de mettre en place en Belgique un «**fédéralisme**» directement inspiré des «**critères de convergence**» de l'Union européenne. *Le Soir* (9/1/2008) en donnait les conséquences pratiques : *«Dans la Belgique de Verhofstadt, par exemple chômeurs, pensionnés, candidats aux crédits-temps, enfants recevront des allocations potentiellement très différentes selon les Régions».* Ce n'est en effet qu'un exemple puisque Verhofstadt se prononçait pour la régionalisation des conventions collectives.

Dans cette voie, Verhofstadt a échoué, puis Leterme, revenu en piste, a à nouveau échoué, essentiellement grâce à la résistance des travailleurs et de leurs syndicats. Puis la crise mondiale a explosé, des fonds publics ont été engloutis en masse dans le sauvetage des banques, creusant les dettes publiques des États, ce qui a fini par faire plonger l'euro dans une crise incontrôlable, ce qui amène l'Union

européenne à exiger la mise en œuvre de plans violemment antisociaux au nom du contrôle des déficits publics. Empêtré dans ses problèmes, le gouvernement Leterme était incapable d'accélérer les mesures anti-sociales au niveau exigé par l'Union européenne. Alexander De Croo, le président de l'Open-VLD (un parti à qui les sondages promettaient de toute façon une lourde défaite) a donc pris la décision de **faire tomber le gouvernement sur un dossier «communautaire» pour que la campagne électorale se déroule dans un climat de division.**

Le vice-premier ministre sortant Guy Vanhengel (Open VLD) déclare le 15 juin 2010 à *De Standaard* : *“Non seulement nous avons fait le lit de Bart De Wever, mais nous lui avons aussi blanchi ses draps et préparé l'oreiller et la bouillotte ; il n'avait plus qu'à s'y coucher”.* Ce haut responsable de l'Open VLD le reconnaît lui-même : son parti a ouvert la voie à Bart De Wever. Pourquoi ? D'une part pour qu'il réalise ce que Verhofstadt (Open VLD lui aussi) n'avait pu faire en 2008. D'autre part, pour produire l'accélération exigée par l'Union européenne, ce que confirmait *Het Laatste Nieuws* (proche du VLD) qui écrivait le 27 avril, en éditorial, qu'Alexander De Croo avait préservé la Belgique d'une nouvelle année, voire de deux ans « d'immobilisme ».

C'est d'ailleurs Bart De Wever lui-même qui déclare à *La Libre Belgique* (22 mai 2010) que le dossier BHV n'a été qu'un prétexte utilisé par Alexander De Croo qui voulait faire chuter le gouvernement depuis longtemps.

Bart De Wever précise ce qu'est le véritable objectif : la scission des droits sociaux fondamentaux. Une manière d'indiquer que la vraie question c'est de déclencher tout de suite l'attaque brutale exigée par l'Union européenne au nom de la «**défense de l'euro**».

Dit bulletin verschijnt zowel in het Nederlands als in het Frans. De Nederlands talige versie kan bij Yves Eeckmans aangevraagd worden.

info@eenheid-unite.be

LA MOBILISATION DOIT COMMENCER MAINTENANT

Pour sa part, le comité *unité-eenheidscomite* n'a jamais douté que tels étaient les véritables enjeux. C'est pourquoi il a lancé le premier mai 2010 un Appel aux responsables de la FGTB pour que celle-ci remette sur la table sa position exprimée en 2007 : «*Maintien du caractère fédéral de la sécurité sociale, du droit du travail et des Conventions collectives du travail*». Il a fait cette proposition dans le plein respect de l'indépendance syndicale et se réjouit que le congrès fédéral de la FGTB ait adopté à l'unanimité le 3 juin une motion qui rappelle la position de 2007 et déclare :

«La sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail appartiennent aux travailleurs et à eux seuls. Leurs organisations syndicales, et elles seules, ont mandat d'en assurer la gestion et d'en garantir la continuité. Aucun parti n'a mandat des travailleurs pour ouvrir une quelconque négociation sur ces matières. En conséquence, tous les responsables politiques doivent savoir que tout ce qui mettrait en danger ces conquêtes sociales entraînerait immédiatement une riposte syndicale massive.»

Motion adoptée à l'unanimité par le congrès statutaire fédéral de la FGTB

Motion d'actualité pour le caractère fédéral

- d'une sécurité sociale forte non privatisée
- de la négociation collective
- du droit du travail.

La FGTB peut mettre à son actif d'avoir été à l'initiative du combat pour le «maintien du caractère fédéral de la sécurité sociale, du droit du travail et des Conventions collectives de travail.

La FGTB constate qu'avec les négociations qui s'ouvriront après les élections, la régionalisation des grandes conquêtes sociales fédérales reviendra vraisemblablement à l'ordre du jour.

La FGTB lance, dans le présent contexte des élections, un avertissement solennel :

- La sécurité sociale, les conventions collectives, le droit du travail appartiennent aux travailleurs et à eux seuls. Leurs organisations syndicales, et elles seules, ont mandat d'en assurer la gestion et d'en garantir la continuité.
 - Aucun parti n'a mandat des travailleurs pour ouvrir une quelconque négociation sur ces matières.
 - En conséquence, tous les responsables politiques doivent savoir que tout ce qui mettrait en danger ces conquêtes sociales entraînerait immédiatement une riposte syndicale massive.
- D'une fiscalité juste et équitable pour assurer un financement adéquat de services publics renforcés.

Bruxelles, le 3 juin 2010

Sur cette base, il est possible de construire un front dans l'unité des travailleurs de Flandre, de Wallonie, de Bruxelles, pour défendre toutes les conquêtes sociales contre toute remise en cause. La FGTB avait organisé en 2007 une campagne pour le maintien au niveau fédéral des grandes conquêtes sociales, ce qui a conduit ensuite à de grandes mobilisations. Nous pensons qu'une telle campagne doit être relancée dès maintenant.

Les socialistes, première famille politique du pays

Après la prise de position du congrès de la FGTB, PS et SP.a ont mené ensemble, pour la première fois depuis longtemps, une campagne commune pour le maintien de la sécurité sociale au niveau fédéral. Si la N-VA ressort comme la gagnante des élections, il y a un fait incontournable : PS et SP.a forment ensemble la première famille politique du pays : 1.497.410 voix contre 1.135.617 à la N-VA.

On ne doit pas en douter : les travailleurs qui ont voté pour les socialistes l'ont fait pour que leurs conquêtes sociales soient défendues. Le SP.a, par exemple, s'est engagé à ce qui suit : pas d'économies sur les revenus du travail, ni les allocations de chômage, on ne touche pas aux pensions, ni aux droits des patients, ni aux pensionnés (*Gazet Van Antwerpen*, 2 juin 2010).

Mais après la prise de position du congrès de la FGTB, le président du MR, Didier Reynders, déclarait : «*Si le PS se coupe un peu plus des demandes très conservatrices d'un syndicat comme la FGTB, alors je crois que c'est vraiment un partenaire qui deviendra tout à fait praticable*» (Belga, 11 juin 2010). Ainsi, il est officiellement et publiquement demandé aux dirigeants so-

cialistes de faire le contraire de ce pourquoi ils ont été élus. Comment est-ce possible ?

La raison en est simple. **Aujourd'hui, les grandes orientations politiques ne sont plus décidées dans les parlements nationaux mais bien au niveau de l'Union européenne** agissant au compte d'institutions comme le FMI, et des marchés financiers. L'UE veut maintenant que chaque Etat lui présente chaque année son projet de budget avant même qu'il ne soit examiné au niveau du Parlement du pays concerné. L'Union européenne exige de tous les pays des plans d'une violence antisociale sans précédent.

Il est clair que si les dirigeants socialistes continuent à se plier (comme tous les autres partis) aux

exigences de l'Union européenne, alors ils trahiront les espoirs de leurs électeurs qui sont en majorité des affiliés de la FGTB. Le projet de pacte social présenté il y a quelques mois par la ministre PS Laurette Onkelinx va dans ce sens. Actuellement, les rentrées de la sécurité sociale sont couvertes à 66% par les cotisations sociales. Le «pacte» de Laurette Onkelinx veut ramener les cotisations sociales à 50% des rentrées de la sécu, ce qui représente l'équivalent de 3% du PIB, plus de 10 milliards d'euros. Ce projet avait le soutien du gouvernement Leterme et en particulier de l'Open VLD. Mais qui dit «pacte» dit aussi signature des syndicats. Or, à ce jour, il y a une large majorité dans la FGTB pour s'opposer à tout soutien syndical à un tel «pacte».

Nous ne pouvons prédire aujourd'hui ce que seront les événements demain. **Il est cependant certain qu'une attaque massive contre les droits sociaux des travailleurs est en préparation.** Elle peut prendre deux formes (qui pourraient d'ailleurs se combiner) :

-celle de la régionalisation-scission de nos grandes conquêtes sociales fédérales pour les détruire plus facilement au niveau régional (comme le veut –notamment- Bart De Wever)

-celle d'une remise en cause, au niveau fédéral, de ces conquêtes sociales (comme s'y prépare Laurette Onkelinx)



Les travailleurs n'ont pas à choisir entre la peste et le choléra. On peut en être certain, ces prétendues «solutions» nous seront présentées comme l'ultime moyen de sauver le pays de l'éclatement. Aucune des ces deux voies n'est acceptable parce qu'elles impliquent la dislocation de tout le modèle social belge, ce qui ne serait que l'antichambre de la dislocation de la Belgique elle-même.

Certains aujourd'hui nous disent : ce n'est pas aux seuls travailleurs de payer la crise. Ce qui revient en fait à dire qu'ils doivent la payer. Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans cette crise et ils n'ont pas à en payer les conséquences, en aucune manière. Toutes les conquêtes sociales doivent être défendues.

Comme l'a voté le congrès de la FGTB : *tous les responsables politiques doivent savoir que tout ce qui mettrait en danger ces conquêtes sociales entraînerait immédiatement une riposte syndicale massive.*

- ✓ On parle plusieurs langues en Belgique, mais il n'y a qu'une classe ouvrière qui, d'Ostende à Arlon défend les mêmes droits. Dès aujourd'hui, suite à la motion votée par le congrès de la FGTB, il est légitime que celle-ci soit sur pied de guerre et invite les autres syndicats à faire de même.
- ✓ 1.497.410 travailleurs ont voté socialiste. Ils sont en droit d'exiger que ces votes servent à défendre leurs droits et pas le contraire.
- ✓ Plus que jamais, la FGTB doit être **un syndicat indépendant** (des partis, du gouvernement et de l'Union européenne) qui a la force et les moyens d'imposer aux responsables politiques la défense des intérêts des travailleurs.
- ✓ Le Manifeste *In De Warande* dont s'inspire De Wever dénonçait les «hauts salaires» et les «avantages» sociaux des travailleurs flamands. Bart De Wever n'est pas un «nationaliste» qui défend «son peuple». Il est l'homme du Voka, l'homme du patronat, celui qui a comme premier ennemi les travailleurs de Flandre. **Il veut nous diviser pour mieux casser nos droits. Il n'y arrivera pas.**
- ✓ Bart De Wever prétend dissoudre la Belgique dans l'Union européenne au moment-même où celle-ci se dissout un peu plus chaque jour et où l'euro est occupé à sombrer. Tous les dirigeants de tous les partis continuent à s'agenouiller devant l'Union européenne alors que celle-ci est dans une crise sans précédent et **déchaîne une politique de destruction sociale qui ne peut qu'aggraver la crise.**
- ✓ La défense des intérêts des travailleurs suppose que les dirigeants des organisations syndicales et politiques qui parlent en leur nom **rompent avec les plans de l'Union européenne, refusent de continuer à mettre en œuvre ses directives et ses traités.** Alors, comme conséquence de cette rupture avec l'Union européenne, la voie sera ouverte pour que dans chaque Etat la souveraineté populaire soit rétablie et qu'elle soit le point de départ qui permette de décider librement de construire une véritable Europe des travailleurs, basée sur la défense et le développement des conquêtes sociales, basée sur le retour au service public en liquidant une fois pour toutes les traités européens qui nous imposent la «libre concurrence» qui a engendré la crise actuelle, une Europe basée sur la relance de l'économie en nationalisant notamment le secteur bancaire pour l'enlever des mains des spéculateurs, une Europe qui garantisse un avenir aux travailleurs et à leurs enfants. Tout le contraire de la catastrophe dans laquelle l'Union européenne nous enfonce.

Le 18 juin 2010, Comité unité-eenheidscomite

EN DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Intervention d'Antoine Ruggieri, Président du Comité des prépensionnés-pensionnés métallos FGTB Liège, lors du Congrès statutaire de la FGTB Liège Huy Waremme

Nous reproduisons ci-contre l'intervention d'Antoine Ruggieri prononcée lors du congrès statutaire de la FGTB Liège-Huy-Waremme. Celui-ci s'est tenu le 22 avril, en préparation du congrès fédéral de la FGTB.

Cette intervention s'inscrit dans la position déjà prise à ce moment par la régionale liégeoise de la FGTB.

Elle a l'intérêt de poser, dans le détail, un problème crucial auquel nous pourrions être confrontés avec le prochain gouvernement. A savoir, le projet de "pacte" lancé par Laurette Onkelinx et repris à son compte par le défunt gouvernement Leterme.

Une chose est claire : les organisations syndicales ne peuvent apporter leur appui à un tel "pacte".

Du reste, lors de son discours le premier mai, le Président de la régionale de Liège de la FGTB, Marc Goblet, devait déclarer qu'il n'acceptait pas que l'on qualifie les cotisations à la sécurité sociale de "charges sur le travail" alors qu'il s'agit d'un salaire différé.

Chers camarades,

Comme vous le savez sans doute, le prochain congrès de la FGTB devrait se prononcer sur un plan dont j'ai enfin eu copie sous forme de slides.

Ce plan s'appelle « éco-solaire ».

On devrait peut-être faire attention avant d'employer ce terme à toutes les sauces parce que si ça continue, on va finir par avoir des « eco-licenciements ». Ne riez pas : la FEB s'est déjà prononcée pour une économie verte.

Mais je reviens au plan « éco-solaire » de la FGTB. Je l'ai parcouru et je constate qu'il y est question de réduction du temps de travail sous la forme d'une semaine de 4 jours avec maintien du revenu et embauche compensatoire.

Je dis « chapeau bas » mais je pose quand même une question : qui va payer ça ?

J'ai regardé de plus près. Et en page 15 du plan, je lis ceci : *«Revoir le système fiscal pour alléger les charges sur le travail et mieux taxer le capital ».*

« *Mieux taxer le capital* », on est tous d'accord. Mais ça veut dire quoi au juste « *alléger les charges sur le travail* » ?

Comme nous les pensionnés, on a des loisirs, j'ai lu dans *Le Soir* une interview de mon grand ami Elio Di Rupo.

Et je découvre que le Parti socialiste prépare un congrès doctrinal pour la fin août, et j'apprends ainsi que par le plus grand des hasards Elio Di Rupo donne pour ce congrès la perspective d'une société « éco-solaire ». Le monde est petit ...

Dans son interview au *Soir* du 3 avril, il explique qu'un des aspects essentiels sera la sécurité sociale et le projet de notre autre grande amie, Laurette Onkelinx. Il s'agit, et je cite Di Rupo, de « *réduire la pression des cotisations sur le travail* ».

Alors camarades, je pense que la phrase qui n'était pas claire dans le plan éco-solaire de la FGTB s'éclaircit suite aux déclarations de Di Rupo.

Quand on lit dans le plan de la FGTB « *il faut alléger les charges*

⇒ *sur le travail* », ça veut donc dire, comme le précise Di Rupo diminuer les cotisations sur le travail. Donc, il n'y a plus d'ambiguïté : il s'agit de diminuer les rentrées de la sécurité sociale.

Et donc, alors que nous les syndicalistes, nous posons depuis des années, la revendication du refinancement de la sécurité sociale, Laurette Onkelinx propose elle de la « définancer » en diminuant ses rentrées.

Bien sûr elle ajoute immédiatement que on va compenser ça par des taxes sur le capital, etc. J'y croirai quand je le verrai parce que jusque maintenant quand on a diminué les cotisations patronales à la sécu, c'est nous qui avons payé la différence par des augmentations de TVA ou d'accises.

Mais même si on suppose que c'est vrai, ce que nous voulons nous, ce sont des moyens en plus pour la sécurité sociale. Un refinancement.

Ce que Laurette Onkelinx propose c'est que les cotisations sociales ne représentent plus demain que 50% des rentrées alors qu'aujourd'hui, elles représentent encore 66% des rentrées. Comme le budget de la sécurité sociale, c'est environ 65 milliards, il y aura donc un manque à gagner de 10,4 milliards d'euros. Plus de 400 milliards de francs belges. Est-ce que vous imaginez ?

Evidemment, elle a reçu l'appui de tout le gouvernement Leterme sur cet objectif.

Ce qui veut dire qu'il ne s'agira pas de refinancer la sécu, mais d'essayer de boucher un nouveau et énorme trou que l'on aura creusé en pleine crise, au moment où chacun mesure qu'avec les pensions de demain et le chômage d'aujourd'hui les besoins financiers de la sécurité sociale sont très importants.



Or, Laurette Onkelinx voudrait qu'on ficelle tout cela dans un grand « pacte social » où, comme FGTB, on devrait mettre notre signature. Mais je pense qu'on ne doit pas marcher là-dedans parce que cet argent c'est celui des travailleurs et ce qui ne sera plus versé sera tout bénéfique pour le patronat, comme d'habitude.



A partir de là, je trouve que la phrase que j'ai relevé à la page 15 du plan éco-solidaire de la FGTB donne plus que l'impression de déjà marquer son accord avec le plan Onkelinx.

Donc pour éviter toute ambiguïté, je demande formellement que notre régionale exige la suppression dans cette page 15 de la phrase « alléger les charges sur le travail ».

Je le demande avec d'autant plus de force que pour nous pensionnés qui sommes –comme vous tous– préoccupés de l'avenir de nos pensions et qui avons des revendications pour les rendre un peu plus dignes-, il y a de quoi tomber le cul par terre quand on voit que le premier souci de nos responsables politiques est de se creuser les méninges sur la façon de diminuer les recettes de la sécurité sociale.

Je suis, comme vous tous, pour aller chercher l'argent où il est quand on sait, par exemple, qu'il y a entre 30 et 40 milliards de fraude fiscale. Le ministre Dardenne chiffre à 19 milliards les besoins financiers pour assumer les conséquences du vieillissement sur les pensions jusqu'en 2050.

Si le gouvernement commence par aller chercher cet argent, beaucoup de choses sont possibles. Mais comme c'est le cas pour toutes les promesses politiques, j'y croirai quand je le verrai.

Je suis, comme la plupart d'entre vous, pour que l'on passe à des actions nationales dures, comme une grande manifestation de masse, une grève générale, discutons-en. J'estime qu'une telle action doit avoir comme but premier de donner un coup d'arrêt à la vague de licenciements que nous connaissons et mettre un terme aux cadeaux les plus divers dont bénéficie le patronat. Mais camarades, si je descends dans la rue, ce ne sera pas pour soutenir le plan Onkelinx-Leterme. Ce sera pour m'opposer à ce plan.

C'est pour cela que je demande la clarté et j'espère que je serai entendu.

Antoine Ruggieri

463 signataires de 54 pays ont lancé un appel à la tenue d'une «Conférence mondiale ouverte contre la guerre et l'exploitation».
Elle se tiendra au mois de novembre à Alger (voir notre bulletin n°7)

Dès maintenant, soutenez l'envoi d'une délégation en versant au compte 210-0306776-17 avec la mention "Alger"

Ce Bulletin paraît simultanément en français et en néerlandais. La version néerlandaise peut être demandée en s'adressant à
Yves Eeckman :
info@eenheid-unite.be

Nous avons besoin de traducteurs. N'hésitez pas à nous contacter.

Lisez, signez et faites connaître :

APPEL pour que la FGTB prenne position pour l'interdiction des licenciements et organise la mobilisation sur cet objectif

Cet Appel peut être chargé en PDF et signé sur notre site :

www.comiteunite-eeenhidscomite.be